

La Commune

ASSOCIATION DES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · 2024 TRIMESTRE 2



NUMÉRO

98

Le sang du Mur des Fédérés continue, 153 ans après, d'irriguer la plus belle des espérances !

L'Histoire est la mémoire des peuples. Les pouvoirs qui la craignent se sont toujours méfiés de son enseignement. La bourgeoisie en France a toujours pesé de tout son poids pour minimiser les mouvements et périodes d'émancipation populaire et leurs acteurs. En cela, le traitement de la Commune de Paris 1871 est significatif.

Heureusement, cette mémoire a été entretenue par notre association. Les initiatives et les actions des Amies et Amis de la Commune de Paris, ont toujours été liées intimement aux luttes sociales et politiques quand elles s'inscrivaient dans le prolongement de l'œuvre et des idéaux des communards. Nous continuons sur la même voie, quand nous mettons cette mémoire en parallèle avec les luttes actuelles, pour résister aux attaques contre la laïcité, le droit d'asile des étrangers, les acquis sociaux et démocratiques issus des combats de notre peuple.

Il ne s'agit pas bien sûr de chercher dans l'œuvre de la Commune des recettes toutes prêtes ; mais faire connaître ce moment glorieux de l'histoire de notre peuple peut faciliter

la recherche de solutions novatrices aux problèmes d'aujourd'hui.

Les communard.e.s sont allé.e.s au bout du possible et ont payé leur courage au prix fort, mais sans jamais tourner le dos à leurs idéaux. C'est grâce à cela que le sang du mur des Fédérés continue, 153 ans après, d'irriguer la plus belle des espérances : celle de l'émancipation universelle, individuelle et collective.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous nous rassemblerons place des Fêtes, le samedi 25 mai, où dès 11 h des stands seront installés. Nous pourrons nous y retrouver. Puis nous partirons en cortège à 14 h30 vers l'entrée du cimetière du Père-Lachaise pour nous rendre devant le Mur des Fédérés où auront lieu les prises de parole.

Nous vous attendons très nombreuses et nombreux, pour manifester votre volonté de suivre les traces des communard.e.s qui montèrent à « l'assaut du ciel ».

■ JOËL RAGONNEAU

EN COUVERTURE

Illustration Eugène Dubreuil

Dessin à la plume





Chers Amies et Amis d'ici et d'ailleurs,

Installé.e.s en France ou citoyen.ne.s d'autres pays, adhérent.e.s de l'Association nationale ou bien membres d'un comité « décentralisé », vous portez toutes et tous la mémoire et l'actualité de la Commune de 1871 par dessus les frontières.

D'une réunion à l'autre, la Coordination a adopté l'idée de créer un groupe de travail sur la dimension internationale de la Commune dès 1871, mais aussi, et sans doute surtout, sur les espoirs et la passion qu'elle suscite toujours au-delà de l'hexagone.

Nous avons pu dans une première réunion de travail tenue le 24 janvier 2024 répertorier plus de 16 pays où l'expérience communaliste de 1871 a porté ses fruits.

Nous en sommes au début de cette réflexion et il nous semble important d'avoir votre aide et votre avis sur ce sujet.

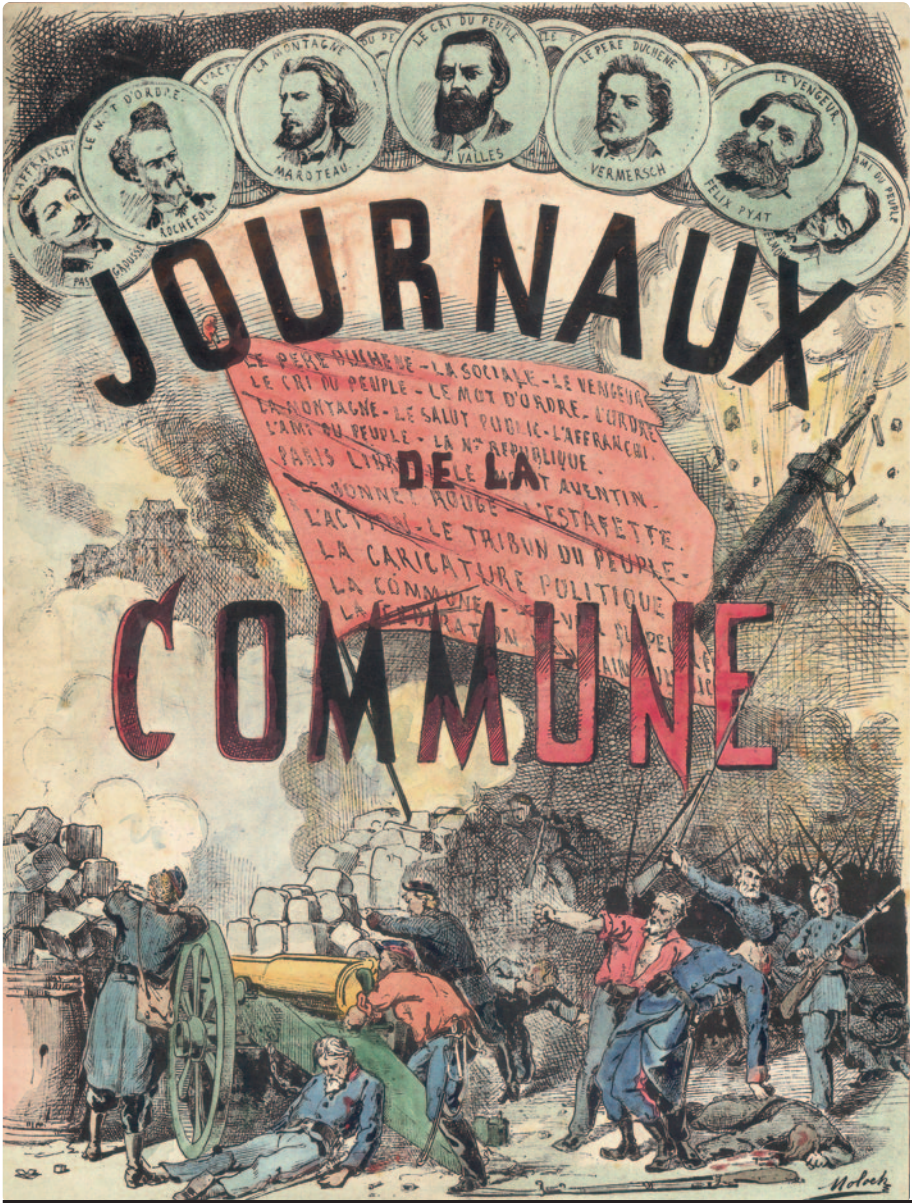
Nous vous lançons donc un appel pour nous rejoindre en envoyant vos coordonnées au groupe de travail :

« Mémoire de la Commune dans le monde »

Amies et amis de la Commune 46 rue des Cinq Diamants 75013 Paris.

Avec nos amitiés

Les président(e)s Sylvie Braibant, Joel Ragonneau
La présidente d'honneur Claudine Rey



Les journaux de la Commune, par Moloch



LA PRESSE SOUS LA COMMUNE



Après 1868 et la très relative libéralisation de l'Empire, c'est par la presse que les républicains reprennent l'offensive. Entre 1868 et 1869, on observe la naissance de 144 titres nouveaux, avec une tendance nette à la radicalisation des opinions hostiles au régime. La presse républicaine en bénéficie. *La Lanterne* (1868), puis *La Marseillaise* (1869) d'Henri Rochefort et *Le Combat* (1870) de Félix Pyat font partie de ces journaux, amplement diffusés, qui n'hésitent pas à se réclamer *des réformes profondes que réclame la société moderne*, et parfois veulent faire des indécis « *des socialistes malgré eux* » (*La Marseillaise*, 19 décembre 1869).

Bien des futurs acteurs de la Commune alimentent ce regain et affûtent leurs plumes, Jules Vallès, Paschal Grousset, Jean-Baptiste Millière, Gustave Flourens, Arthur Arnould, Prosper-Olivier Lissagaray. Parmi eux, l'étonnant Henri Rochefort. Cet authentique marquis, appartenant à une famille ruinée,

employé modeste à l'Hôtel de Ville de Paris, devenu journaliste, acquiert d'un coup une jolie notoriété en 1861, auteur à succès et journaliste au *Figaro*. Mais trop déclassé pour suivre les sages carrières, il devient, comme le dit Vallès méchamment, un *égratigneur d'Empire*. En 1868, sentant que le vent tourne, il lance la publication d'un journal satirique, *La Lanterne*, qui connaît un immense succès (80 000 exemplaires pour le premier numéro) et qui impose son maître d'œuvre, dont on retiendra le sens des bons mots (« Il y a en France 36 millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement »). Le journal est interdit à son 11^e numéro, Rochefort s'exile un temps en Belgique, pour revenir en novembre 1869, comme élu d'extrême-gauche au Corps législatif. Il lance alors un nouveau titre, *La Marseillaise* puis *Le Mot d'ordre*.

La presse a été au cœur de l'expérience communarde. L'interdiction de 6 journaux d'extrême gauche (*Le Vengeur*, *Le Cri du peuple*, *Le Mot d'ordre*, *Le Père Duchêne*, *La Caricature* et *La Bouche de Fer*) le 11 mars 1871, est une des raisons qui poussent au soulèvement. Elle a

été décidée par le gouverneur militaire de la capitale, le général et sénateur de l'Empire Joseph Vinoy. Il prend par ailleurs prétexte de l'état de siège persistant (les troupes allemandes campent encore aux portes de Paris) pour décréter la publication de tous nouveaux journaux et écrits périodiques, traitant de matières politiques ou d'économie sociale, est interdite jusqu'à la levée de l'état de siège. Désormais, tout acte venant de l'autorité gouvernementale ou militaire va être interprété comme un moment d'une immense bataille organisée contre le peuple de Paris. L'effet de cette décision, plus politique que militaire, se fait sentir une semaine plus tard.

Les 72 jours de la Commune, malgré la guerre civile (4/5 du temps de vie de la Commune), sont une période d'intense politisation populaire. En mars, 190 000 Parisiens votent pour des candidats classés révolutionnaires, soit près de 40 % des inscrits. Ajoutons que les effectifs théoriques des hommes engagés dans la Garde nationale sont de 170 000. Or les bataillons de cette Garde nationale fédérée sont un lieu de discussion permanente. Si on y ajoute les réunions officielles autour de l'activité des mairies d'arrondissement, les réunions des divers comités, les discussions d'une multitude de clubs et sociétés populaires, de coopératives, de syndicats, on épaissit le tissu de politisation populaire. À quoi il convient encore d'ajouter les simples relations de voisinage et la sociabilité de la rue, lieu par excellence de la vie populaire.

Et dans ce foisonnement de politisation spontanée, impromptue ou organisée, il y a le journal, le journal vendu à la criée, le « petit journal » à un sou (5 centimes) ou le « grand journal » (au moins deux sous). Il est acheté, lu et écouté collectivement au cabaret, dans les cours, sur les pas de porte. Les titres réson-

nent, jetés par les vendeurs à la criée, et les articles sont repris et commentés dans les clubs et les ateliers.

Pendant la Commune, 71 titres de journaux apparaissent, soit un par jour en moyenne. En tout, une centaine de titres ont été diffusés, soit près de 1 500 numéros, parfois à des milliers d'exemplaires. Certains journaux sont éphémères, réduits parfois à un numéro unique. D'autres subsistent sur la totalité ou la quasi-totalité de la séquence communarde. Comparés à la réalité sociale parisienne (1,8 million d'habitants, 440 000 ouvriers, 485 000 inscrits sur les listes électorales, 230 000 votants pour les partis révolutionnaires), les chiffres (incertains) de diffusion de la presse sont exceptionnels. Les trois titres les plus diffusés (*Le Cri du Peuple* de Vallès, *Le Mot d'ordre* de Rochefort, *Le Père Duchêne* de Humbert, Vermersch et Vuillaume) auraient tiré à plus de 150 000 exemplaires à eux seuls.

La diversité de la presse communarde est à l'image de celle de la Commune tout entière. Toutes les sensibilités sont présentes, y compris celles qui combattent ouvertement la Commune – on y reviendra un peu plus loin. Il n'est pas si simple de définir l'orientation de chaque journal. Si l'engagement du principal responsable est à peu près connu, il n'en est pas toujours de même des rédacteurs, à un moment où la profession de journaliste reste incertaine et où la distribution partisane est plus qu'imparfaite. Ajoutons que les individus participent souvent à différents journaux, pas nécessairement en fonction d'une affiliation idéologique.

Toutes les sensibilités s'expriment, par les journalistes dont les signatures apparaissent souvent dans plusieurs journaux à la fois. Elles peuvent avoir leur journal attribué, parfois localisé à l'échelle de l'arrondissement ou du quar-



tier.

Les blanquistes s'appuient sur *La Nouvelle République* puis sur *L'Affranchi* de Paschal Grousset. Les jacobins ont *Le Réveil* de Delescluze, *Le Paris libre* de Vésinier ou *Le Vengeur* de Pyat. Les proudhoniens peuvent compter sur *La Commune* de Millière et Duchêne et sur *Le Cri du peuple*, le plus rouge, dynamisé par l'aura de Vallès mais dont la direction de fait est assumée par le proudhonnier Pierre Denis. L'Internationale publie *La République des travailleurs* et *La Révolution politique et sociale*, tandis que Vermorel et André Léo développent leur socialisme dans *La Sociale*.

À quoi il convient d'ajouter les plus difficilement classables et pourtant décisifs, comme *La Montagne* de Gustave Maroteau, un des plus brillants rédacteurs de son époque, ou comme *La Caricature* de Pilotell. Je placerais ici *Le Rappel* d'Auguste Vacquerie, proche et admirateur de Victor Hugo, qui saluait l'engagement des communards mais rêvait de conciliation comme le grand poète. C'est dans *Le Rappel* que Hugo, déchiré par les horreurs de la Semaine sanglante, qui vit dans le souvenir de la Convention sans se reconnaître pour autant pleinement dans la Commune, écrit ce beau texte, intitulé « *Paris et la France* », où il déclare : « *Devant l'histoire, la Révolution était un lever de lumière venu à son heure, la Convention est une forme de la nécessité, la Commune est l'autre...* »

Les responsables de la Commune affirment dès le 20 mars le principe de liberté absolue de la presse. Mais le mouvement communaliste se heurte très vite à l'opposition radicale d'une partie de la presse. La question rebondit après le 2 avril, quand les autorités de Versailles lancent l'offensive militaire contre la Commune. Le 3 avril, Lissagaray demande la suppression

des journaux hostiles, au nom des impératifs de défense militaire. « *Nous demandons la suspension de tous les journaux hostiles à la Commune. Paris est en état de siège. Les Prussiens de Paris ne doivent pas avoir de centre de ralliement, et ceux de Versailles des informations sur nos mouvements militaires* ». Après le déclenchement de l'offensive versaillaise se multiplient, contre les journaux hostiles à la Commune (*Le Petit Moniteur*, *Le Petit Journal*, *Le Temps*...) et même, le 18 mai, contre *La Commune*, journal communiste hostile au Comité de salut public !

Ces interdictions n'ont pas fait l'unanimité au sein de la Commune. De nombreux journalistes communistes protestent contre elles. Millière, plus tard fusillé par les versaillais, condamne l'interdiction du *Figaro* en rappelant qu'il faut que la liberté n'ait point de limite. Vermorel et Rochefort font de même et Vallès écrit dans *L'Insurgé* : « *On devrait permettre aux mouches d'imprimerie de courir à leur guise sur le papier, et je voudrais que le Figaro, qui longtemps me laissa libre, le fût aussi* ». Il est vrai que, si beaucoup de journaux sont interdits, certains reparaissent sous un autre titre. Au total, la répression contre la presse fut moins féroce que celle qui suivit la Semaine sanglante. Ajoutons qu'en dehors de Gustave Chaudey (exécuté comme otage et non comme journaliste), il n'y eut pas mort d'homme...



ANDRÉ LÉO

LIBERTAIRE RÉALISTE

DEUXIÈME PARTIE

C'est dans cette période de haute activité et de célébrité comme romancière qu'elle rencontre et échange de nombreuses lettres avec Benoît Malon, originaire du Forez et l'un des fondateurs de l'AIT, Association Internationale des Travailleurs. Les lettres de Benoît Malon à André Léo sont conservées à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam nous pouvons donc les lire. La première, du 6 juillet 1868, est écrite depuis la prison de Sainte Pélagie : ... *les réunions de la salle Pilodo font un tel bruit que l'écho en vient jusqu'à nous... ils n'ont toujours que les objections de Proudhon à nous jeter à la tête...* . L'emploi du « nous » montre bien ici l'adhésion de Benoît Malon à un combat commun féministe. En sortant de prison, il introduit André Léo au journal de l'AIT *L'Égalité* où collaborent Bakounine et Élie Reclus mais sa participation ne dure que quelques mois en raison de l'opposition de Bakounine, peu enclin au féminisme. N'importe, elle écrit dans *Le Droit des femmes*, dans l'article « Les effets du système » : *La plupart des révolutionnaires sont les derniers à comprendre que tous les droits sont solidaires*, rappelant qu'en 1848, les révolutionnaires

avaient refusé le droit de vote aux femmes. Benoît Malon, qui se revendique communiste, écope en février 1870 d'un emprisonnement à Mazas pour recel d'armes. André Léo prend sa défense dans les journaux dès le 1^{er} mai et lui rend visite. Libéré, Benoît Malon accompagné d'André Léo et Louise Michel entre autres, se rend le 4 septembre chez Trochu alors gouverneur de Paris pour demander la grâce de deux Blanquistes condamnés à mort pour avoir voulu s'emparer des armes de la caserne de la Villette. Aux élections, l'AIT conquiert la mairie du 17^e et la gardera pendant la Commune. Aux Batignolles, on parle de « la bande à Malon ». Benoît Malon étant élu adjoint au maire, André Léo participe aux commissions du Travail et de l'Instruction publique et secourt les affamés pendant le siège.

La journaliste communarde

Ils sont absents de Paris le 18 mars 1871 et rejoignent les Batignolles séparément. André Léo revient du Poitou à Paris en train de nuit le 3 avril et soutient aussitôt la révolution armée avec les articles « La France avec nous » en direction de la province dont elle a senti la réticence et « Toutes avec tous » en direction des féministes.



L'IDENTITÉ RETROUVÉE D'ANDRÉ LÉO



La recherche sur les communards s'étant intensifiée depuis le 150^e anniversaire, nous avons la surprise de découvrir, grâce à une communication de M. Bonnet que la photo largement utilisée d'André Léo lui est fausement attribuée. En effet, il y a peu de rapport entre cette femme au port altier qui correspond à la réputation de « bas-bleu » faite à André Léo par Bakounine et Barbey d'Aureville et la douceur de traits et d'expression des photos publiées dans cet article et issues de sa famille ou de ses amis dont Élie Reclus.

De même, nous avons été alertés sur l'inexactitude d'une photo attribuée à Manet et parue sur notre site à la suite de l'exposition du musée d'Orsay intitulée Manet/Degas et de l'article paru dans notre bulletin l'année dernière.

Pour corriger la photo erronée reproduite sur notre carte d'adhésion de l'année, notre brochure consacrée à l'action des femmes et dans bien d'autres parutions récentes, un millier d'autocollants ne seraient pas de trop ! Bonjour à ton vrai visage Léodile dite André Léo. **ED**

Le 3 mai, elle précise sa pensée dans son style direct et franc si caractéristique, avec l'article *Le socialisme aux paysans* : « le paysan est aussi décrié à Paris que l'ouvrier est en province...le socialisme doit conquérir le paysan comme il a conquis l'ouvrier... (les paysans) n'ont pas varié dans leur attachement à la grande révolution (de 1789) qui les a affranchis des dîmes et de la corvée et leur a donné la terre. » Elle écrit un manifeste *Aux travailleurs de la campagne*. Infatigable, André Léo signe quinze articles en un mois dans *La Sociale*, s'appuyant autant sur la théorie que sur les faits. Un article qui a l'air d'un titre de roman populaire intitulé *Aventure de neuf ambulancières à la recherche d'un poste de dévouement* demande avec l'énergie du désespoir une place pour les femmes. Rossel ayant envisagé d'accepter le concours des femmes, elle lui accordera son soutien jusqu'au bout. Elle écrit à Dombrowski : *Croit-on pouvoir faire la révolution sans les femmes ?* Elle voulait avec beaucoup d'autres créer un bataillon de femmes et un corps d'ambulancières, mais son pouvoir *n'ira pas plus loin que celui de présider la Commission féminine de l'enseignement* et d'ouvrir une école expérimentale.

Pendant la crise de la majorité/minorité en mai, la Commune offre la dictature à Rossel qui la refuse, ce qui chagrine André Léo qui n'aura de cesse de demander la levée du secret d'État le concernant au Comité Central. Le temps manque, les versaillais entrent dans Paris. Les Batignolles

résistent un moment, le couple André Léo - Benoît Malon est recherché par la police, les fausses nouvelles circulent. André Léo serait prisonnière, on tue plusieurs Benoît Malon, mais celui-ci se réfugie chez Auguste Ottin, peintre et sculpteur de la Fédération des artistes.



Deuxième exil suisse

Le scénario de la fuite en Suisse avec son mari se répète avec Benoît Malon et les jumeaux devenus fédérés. À peine quatre mois après la terrible répression, fin septembre, au congrès de la Paix à Lausanne, André Léo saisit une tribune peu réceptive et lit une défense de la Commune de Paris, « La Guerre sociale ». L'hostilité grandissante, les huées l'empêchent de finir. On ne sait pas exactement à quel endroit ont lieu les réactions : la chute de la colonne Vendôme est *un enfantillage où j'ai maudit l'aveuglement de ces hommes - je parle de la majorité - dont la stupide incapacité a perdu la plus belle cause, qui prétendaient imiter 1793 sans en avoir les moyens*. Elle revient enfin sur les accusations portées contre les

communards par Thiers et rétablit quelques vérités, en particulier sur la Semaine sanglante et les incendies attribués aux parisiens qui nécessiteraient une enquête. Après l'action, la réflexion apporte son lot de rancœur. De son côté, Benoît Malon écrit *La troisième défaite du prolétariat français*. André Léo n'hésite pas à polémique avec Marx qualifié de mauvais génie de l'Internationale. Ils se rapprochent de Bakouine, du moins jusqu'à son expulsion de l'AIT au congrès de La Haye.

Le 30 novembre 1872, Malon est condamné par le Conseil de guerre à la déportation. Comme pour les autres communards, la période est à la dépression, la misère et l'errance. Ils iront jusqu'en Sicile et en Sardaigne. Leur liaison se terminant, André Léo se fixe à Formia en Italie et doute : *Préparer la révolution vaut cent fois mieux que la faire quand elle n'est pas préparée*, écrit-elle dans une lettre. Elle ne croit plus aux révolutions violentes qui entraînent la réaction. Son fils Léo meurt d'un cancer en 1885 et elle revient en France bientôt suivie par son autre fils, André, qui l'aide à diffuser ses écrits. À sa mort en 1900, elle laisse une rente à la disposition d'une commune qui serait volontaire pour mettre un terrain à la disposition des pauvres pour le partage des récoltes. Elle repose avec son mari et ses fils au cimetière d'Auteuil, 8^e division, 4^e ligne, n°1. André Léo laisse l'image encore trop peu connue d'une féministe obstinée travaillant par tous les moyens littéraires et militants pour l'égalité et la liberté avec un langage souvent très personnel et incisif.

EUGÉNIE DUBREUIL

André Léo, *Écrits politiques*, introduction de Gérard Dittmar, Éd. Dittmar, 2005. André Léo, *La Guerre sociale*, présenté par M. Perrot, Le passager clandestin, 2011. Ces deux derniers ouvrages étant disponibles à notre local parisien.

BENJAMIN FLOTTE UN COMMUNARD NÉGOCIATEUR OU COMMENT UN CUISINIER CUERSOIS (VAR) A ÉTÉ LA CHEVILLE OUVRIÈRE DANS LA TRAGIQUE AFFAIRE DES OTAGES

Dans la commune de Cuers, repose dans une concession à perpétuité, Benjamin Flotte (1812/1888). Qui était-il, quel a été son rôle dans l'histoire de la Commune ?

Éveil à la vie professionnelle et révolutionnaire

Très jeune, Benjamin Flotte est envoyé à Paris comme apprenti cuisinier où il retrouve ses deux frères aînés. Dès l'âge de 18 ans, il est apprenti cuisinier chez Véry à Paris. Ses convictions conduisent Flotte à participer aux journées de juillet 1830 (les 3 glorieuses), au cours desquelles il sera blessé.

Le 12 mai 1839, travaillant au café Foy, rue de la chaussée d'Antin, il participe à la tentative d'occupation de l'Hôtel de Ville. L'insurrection échouera et Flotte sera arrêté le 3 avril 1840 et condamné à deux ans d'emprisonnement.

À sa sortie de prison en avril 1842, il entre en contact avec Blanqui. Une amitié indéfectible naîtra.

En février 1848, il participe avec son ami



Blanqui à l'action révolutionnaire contre Louis Philippe. Il deviendra trésorier de l'association « Société Républicaine Centrale » créée par Blanqui. En 1848, il habite avec Blanqui au 5 rue Boucher.

Il fit partie des 50 délégués choisis après la manifestation du 17 mars 1848 pour négocier avec le gouvernement le report des élections à l'assemblée constituante. Candidat à cette élection, il ne sera pas élu.

Il sera de nouveau arrêté et condamné en mars 1849 par la Haute Cour de Justice de Bourges à cinq ans de détention et Blanqui (l'enfermé) à dix ans ; ils seront incarcérés à la forteresse de Doullens (Somme) puis à Belle-Île-en-Mer (Morbihan).

En 1854, Flotte revient dans le Var assigné à résidence à Pignans ou à Brignoles.

En 1857, faisant l'objet d'une surveillance poli-

cière permanente il décide d'émigrer aux États-Unis, à San Francisco, où il ouvrira un restaurant.

Après la chute du Second empire, Flotte rentre à Paris avec un autre futur communard varois exilé aux États-Unis, Casimir Bouis.

Le 6 janvier 1871, Flotte et Bouis sont signataires de l'affiche rouge « Place au peuple, place à la Commune ».

Flotte sera parmi les 43 socialistes révolutionnaires présentés par l'Internationale aux élections du 8 février 1871 mais il ne sera pas élu.

Le 11 mars, salle Montesquieu, il est à l'origine de la pétition des cuisiniers-pâtisseries réclamant la création d'un conseil de prud'hommes - l'équivalent d'un CHSCT -, le recrutement à partir de 15 ans des apprentis et la journée de 10 heures.

L'affaire des otages

Le 17 mars, Blanqui est arrêté chez sa sœur à Figeac (Lot), il est mis au secret au fort du Taureau dans la baie de Morlaix.

Rentré à Cuers pour affaires, Flotte est rappelé à Paris le 27 mars par Tridon, fidèle de Blanqui, et le 9 avril, il est chargé par Rigault de négocier la demande de libération de Blanqui contre celle des otages enfermés à la prison cellulaire de Mazas face à la gare de Lyon : l'archevêque Darboy, Bonjean, président de la cour de cassation, le grand vicaire Lagarde, la



Les accusés du 15 mai 1848.
Lithographie Casse Frères

sœur de l'archevêque, ainsi que Deguerry, le curé de La Madeleine.

Le soir du 9 avril, Flotte se rend à Mazas pour rencontrer Darboy. Ils décident d'envoyer Lagarde pour négocier auprès de Thiers l'échange de prisonniers.

Le 12 avril, Flotte conduit Lagarde à la gare de Lyon, mais Thiers bloque tout échange. Du 24 au 28 avril, la deuxième négociation échoue aussi face à l'intransigeance du gouvernement de Versailles.

Le 28 avril, Darboy annonce à Flotte la venue de l'ambassadeur des États-Unis, du nonce du pape et du maire de Londres chez Thiers.

Les 13 et 14 mai 1871, Flotte obtient un rendez-vous avec Thiers mais ce dernier oppose une fin de non-recevoir à la demande de libération. Flotte rentre à Paris et informe la Commune et Darboy.

Thiers politicien cruel et machiavélique connaît trop bien la valeur de Blanqui comme militaire et politique. Il utilise Darboy et les otages pour servir son dessein d'anéantir la Commune. Durant la Semaine sanglante, les 24 otages sont fusillés. Flotte, malgré tous ses efforts, subit un échec qui le marquera. Dans un document historique de 1885 déposé à la BNF, Flotte consignera toutes les étapes de cette négociation impossible.

Exil aux États-Unis

Dépité, il repartira en Californie et militera à l'Association internationale des travailleurs à New York.

Le 16 avril 1874, à San Francisco, Flotte organise l'accueil, au terme de leur long voyage dans le Pacifique, des six évadés du bagne de Nouméa, notamment Henri Rochefort, futur directeur du journal *L'Intransigeant*.

Le 30 mars 1876, Flotte tient une réunion extraordinaire de la société des réfugiés de la Commune à New York. Les fonds recueillis doivent permettre aux évadés de rejoindre l'Europe.

Retour en France

En 1877, Casimir Bouis accueille Blanqui à Toulon et, le soir, un banquet se tient au théâtre à Cuers avec des citoyens, des délégations de la région et Benjamin Flotte.

De retour à Paris en 1883, Flotte est élu président de la Ligue pour la suppression de l'armée permanente.

Aux élections législatives des 4 et 18 octobre 1885, il est candidat proposé par la coalition socialiste révolutionnaire à Paris. À cette époque il réside au 18 place d'Italie. Il collabore au journal *L'homme libre* d'Édouard Vaillant.

En 1886, il revient dans le Var à Cuers. Il décède le 12 août 1888 âgé de 76 ans.

Ses obsèques seront suivies par la population cuersoise et la gauche du canton, le portrait de Blanqui sur son cercueil recouvert d'immortelles rouges.

Le 12 avril 1903, une rue Benjamin Flotte est inaugurée.

Le 11 juin 2005, la mairie de gauche décide d'offrir une concession à perpétuité au communal.

 MICHEL DEBRUYNE

Ouvrage
de Benjamin
Flotte



GUSTAVE LEFRANÇAIS, MEMBRE DE LA COMMUNE ET GEORGES BIZET, MUSICIEN UNE BELLE HISTOIRE

« L'AMOUR EST ENFANT DE BOHÈME, IL N'A JAMAIS CONNU DE LOI. »

Quelle belle référence à Bizet et sa Carmen ! Bizet dont son amour passionné de la musique à 10 ans va enclencher un processus immortel.

Nous sommes en 1850, la loi Falloux impose une école privée de grande ampleur, les enseignants des écoles communales sont « virés », les écoles normales sont fermées. Les congrégations religieuses sont mises en place. Un instituteur, Pérot, va organiser une réunion pour tenter de sauver l'école publique... et ses collègues. Sur plus d'une centaine à la réunion, ils seront sept à penser qu'ils peuvent faire quelque chose.

C'est Pauline Roland, suivie de Jeanne Deroin, qui va proposer : «

Si nous ne pouvons, moins encore que les ouvriers, mettre fin à nos souffrances par l'association, pourquoi, puisque nous nous sommes rencontrés grâce à l'initiative du citoyen Pérot n'en profiterions-nous pas pour examiner ensemble si notre enseignement est bien conforme à ce qu'il devrait être, étant don-

nées les aspirations actuelles vers un état social plus équitable, plus soucieux de la liberté de ses membres, plus respectueux de leur dignité, plus vraiment égalitaire enfin ? Ne serait-ce pas peut-être le vrai moyen pratique de reconquérir pour nous-mêmes la dignité, l'indépendance et aussi le bien-être auxquels nous avons droit, comme tous, et qui, sans cette rénovation sociale, menacent de nous être enlevés sans remède, vous venez de le constater vous-mêmes ? »



Pauline Roland

Ces sept vont décider de se retrouver régulièrement. Ils n'ont pas les mêmes idées politiques, ni les mêmes convictions religieuses, mais malgré les « engueulades », l'amitié prend le dessus et ça marche !

Parmi les sept, il y avait aussi les époux Bizet qui avaient amené leur jeune garçon, Georges, charmant gamin d'une dizaine d'années, qui n'a pas paru s'amuser beaucoup mais qui est demeuré fort tranquille tout ce temps. Il est vite devenu le chouchou du groupe en particulier de Gustave

Lefrançais. Et c'est en le regardant pianoter sur la table que l'idée merveilleuse est venue : la loi Falloux limite les apprentissages à lire, écrire, compter (avec le système métrique) et à la couture pour les filles, mais les matières principales sont le catéchisme et la lecture des saintes écritures. Aussi, si on veut

« faire des enfants des hommes » capables de gérer leur vie en faisant ce pourquoi ils ont des aptitudes, il faut élargir les savoir, faire des apprentissages divers et variés pour que chacun trouve sa voie, comme c'est le cas pour le petit Georges qui aime tant le piano, et à qui les parents ont payé des cours au conservatoire.

Ainsi, le programme du groupe des sept propose :

« Chaque période triennale se compose de trois séries spéciales d'études.

« La première série se rapporte au développement du corps et des sens proprement dits. Le dessin,



Gustave Lefrançais

l'écriture, le chant, la danse, la gymnastique, l'équitation, la natation, l'escrime et des notions professionnelles pratiquées et suivies de façon que l'élève puisse de lui-même trouver sa vraie vocation.

« La seconde série, ayant en vue de développer le jugement, comporte l'étude de l'histoire, la littérature, dans ses différentes manifestations, descriptives, plastiques et auditives, la philosophie et le droit social.

« Enfin la dernière série, appliquée aux facultés de rapports et de combinaisons, comprend l'étude des sciences mathématiques et naturelles, de la géographie, des langues dites « mortes » et des langues usuelles. »

Cependant, Gustave Lefrançais est arrêté par la police politique de Napoléon III ; il s'exile en Angleterre.

À son retour le groupe est disloqué, Jeanne Deroin et Pauline Roland sont décédées.

Enfants à l'école pendant la Commune



Mais « l'amour est enfant de bohème ».

Gustave Lefrançais poursuivra sa route, son projet de vie. Au hasard des réunions plus ou moins clandestines, il fera d'autres rencontres : André Léo, Paule Minck, Maria Deraïsmes et deviendra leur pierre angulaire pour tenter de construire cette école ambitieuse pour tous les enfants qui trotte dans sa tête depuis presque vingt ans, une école pour garçons ET FILLES ; une école mixte. Ils vont réunir les fonds, remplir toutes les démarches administratives mais cela leur sera refusé : « *Une école ne doit pas être mixte, ni les élèves, ni les enseignants* ». Ils s'obstinent, cherchent.

Sur leur chemin ils rencontrent Édouard Vaillant, Noémi Reclus. Ils conçoivent alors une école destinée aux filles avec des cours de comptabilité. Les inscriptions sont faites, l'école doit ouvrir le 25 mai 1871, sauf que...

« L'amour est enfant de bohème », et donne l'immortalité.

Beaucoup d'idées, d'actes qui ont été mis en place par la Commune de Paris vont, comme des graines sous la neige, se disperser pour renaître ici ou là.

Cette école rêvée dans des moments de découragement a malgré tout pris naissance et s'est prolongée, développée, grâce à des Pauline Kergomard, Célestin Freinet, Paul Langevin... et toutes celles et ceux qui ont œuvré silencieusement dans le huis clos de leur classe.

Jusqu'à la fin de sa vie, Gustave Lefrançais se demandera si le petit Georges qu'il a connu est bien l'auteur de Carmen, beaucoup de choses tendent à l'accréditer*. Eugène Pottier dédiera son poème l'Internationale : « *Au citoyen LEFRANCAIS, membre de la Commune* ».

COLETTE GODEST
COMITÉ TRÉGOR-ARGOAT

* Son âge correspond ; ses aptitudes exceptionnelles pour la musique ; en 1870, il s'engage dans la Garde nationale et ne reviendra à Paris qu'après la Commune.



LES INCONNU-E-S
DE LA COMMUNE

LÉON DAVID BRÈS

Léon David Brès¹ est né le 6 juillet 1838 au mas du Cambonnet (ou Chambonnet) dans la commune de Saint-Martin de Boubaux dans les Cévennes de basse Lozère. Son père David, 25 ans, est cultivateur, sa mère Victoire Laval a 24 ans. La population de Saint-Martin de Boubaux est presque exclusivement protestante et fermement républicaine. Elle participa à la résistance au coup d'État de 1851 et 24 habitants du village furent poursuivis pour cette action. Parmi eux, cinq portaient le patronyme de Laval. On peut imaginer qu'ils relevaient, de plus ou moins près, de la parentèle de la mère de Léon David. Parmi eux Jean-Louis Laval pasteur de l'église réformée, âgé de 55 ans². Lors du référendum, le non l'emporte à 55 %.

Léon David apprend le métier de cordonnier, profession de son grand-père. En 1858 il passe le conseil de révision et tire au sort. Mauvais numéro : il est affecté, pour 7 ans, au 20^e régiment d'artillerie, d'abord à Valence, puis dans l'est. Il est libéré des obligations militaires le 31 décembre 1865. Le 26 août 1865, à Lunéville, il avait épousé Catherine Bigot, 30 ans, et légitimé Auguste, l'enfant de cette dernière né en 1853 à Lunéville et dont il ne peut être le père biologique.

On retrouve Léon David à Paris en 1870. Il habite au 48 rue de la Roquette (11^e arrondissement) et exerce la profession de cordonnier. Il vit en concubinage avec une femme dont il a un enfant bien qu'il soit marié et père de famille, selon l'acte d'accusation devant le conseil de guerre. Dès la création de la Garde nationale il intègre le 66^e bataillon (bataillon de marche), 2^e compagnie de guerre. Le 28 novembre 1870, il est élu caporal par 51 voix sur 74 votants. Il obtient le 2^e meilleur score³. On peut noter que sur les huit caporaux élus, trois habitent rue de la Roquette. Quelques jours plus tôt, le 12 novembre, à la mairie du 11^e, les officiers du bataillon avaient élu leur commandant : 5 candidats, 5 professions de foi. Augustin Avrial, ouvrier mécanicien, né à Revel (Haute Garonne) en 1840, déclare : *... qu'avec le commandant il y avait chez lui l'homme politique, qu'il entendait placer les opinions républicaines socialistes de front avec l'autorité militaire que lui conférerait son grade de commandant...* Les autres candidats affirment les mêmes sentiments. Sur 91 votants Avrial est élu commandant du 66^e bataillon avec 47 voix, contre Duffour, 44. Les autres candidats se sont retirés.

Léon David Brès et le 66^e bataillon vont participer activement à la défense de la Commune. A Issy, sur les remparts, à la mairie du 15^e, à la gare Saint-Lazare. Puis fin avril, canonnier de formation, il intègre à sa demande la 4^e batterie d'artillerie de la 11^e légion. Il combat d'abord à la porte Maillot. Là, il signe une pétition, adressée à Dombrowsky, en faveur d'un capitaine démis de ses fonctions pour ivresse.

Face à l'avancée des Versaillais, la 4^e batterie est disposée au Père Lachaise. Dans un premier temps, lors de son procès, Brès tente de se disculper en indiquant qu'il était resté chez lui du 21 au 25 mai. Mais sa logeuse déclare que le 25 mai, Brès est rentré chez lui *... noir de poudre et très exalté*

en criant il faut brûler le faubourg Saint-Germain qui nous a fait beaucoup de mal... Finalement Brès reconnaît avoir actionné la 4^e batterie depuis le Père Lachaise encore le 25 mai. Arrêté chez lui le 28 juin, il est conduit dans un des lieux de détention des communards en attente de son procès.

Le 4 mai 1872, le 16^e conseil de guerre le condamne à la déportation simple en Nouvelle Calédonie. Enfermé au fort de Quérlem en Bretagne, il embarque le 14 janvier 1873 sur *L'Orme* et arrive à Nouméa le 4 mai 1873, avant d'être dirigé vers l'Ile des Pins. Sur le bateau on peut imaginer qu'il a échangé avec Alexis Rieutord, capitaine dans le 184^e bataillon originaire de Chamborigaud, dans les Cévennes gardoises, à quelques kilomètres de Saint-Martin-de-Boubaux, lui aussi condamné à la déportation simple et qui était détenu à Saint-Martin-de-Ré⁴. Après plusieurs demandes de grâce, il obtient gain de cause le 15 janvier 1879, tout comme Alexis Rieutord. Le 1^{er} novembre, il quitte Nouméa sur *La Creuse* et débarque à Brest le 5 mars 1880. Allemane, Amoureux sont dans le même convoi.

Après l'accueil enthousiaste des Brestoises et le bon repas offert, c'est le retour à Paris où, là aussi, l'accueil est très chaleureux. *La Lanterne* du 7 avril 1880 indique que 12 épouses et 10 enfants de déportés se trouvaient sur le bateau. On peut supposer que parmi elles et eux figuraient Marie Morin épouse Rieutord et leurs enfants pour certains nés à l'Ile des Pins. Et Léon David Brès, que devient-il ? Il ne retourne pas à Saint-Martin-de-Boubaux. On ne dispose d'aucune autre information.

■ ROBERT MALCLÈS

(1) Pour plus de détails voir *Le lien des chercheurs cévenols* N° 210 ;

(2) Voir la liste établie par Jean-Claude Farcy ; (3) Archives de la Seine. D.2R4 ; (4) Pour Alexis Rieutord, voir le N°86 de notre revue.

JOURNÉE D'ÉTUDES DU 3 FÉVRIER 2024

Cette journée a été le fruit d'une réflexion émise lors de la création de nos commissions en 1997. Depuis, chaque année un thème particulier est choisi. Il fut décidé cette fois-ci de se pencher sur leurs fonctionnements : leurs périmètres, leurs rôles, leurs problèmes leurs améliorations. En quelques mots, comment améliorer la vie de notre association.

Ce 3 février 2024, la journée d'études s'est déroulée dans les locaux de la CGT du livre, salle Varlin, dans le 13^e arrondissement de Paris. De nombreux responsables et suppléants des commissions et adhérents étaient présents.

Il en résulte, d'une manière générale, que les membres des commissions doivent pouvoir s'exprimer librement. Il est nécessaire que le partage des connaissances et du savoir-faire s'améliore et enfin, il apparaît nécessaire d'avoir deux responsables par commission pour mieux partager le travail.

La commission communication doit développer davantage ses liens avec la presse mais aussi en interne.

L'intranet n'est pas encore un outil utilisé à sa juste mesure malgré quelques améliorations apportées par Gabriel.le. Un point important à relever : ce réseau informatique est maintenant directement accessible à partir de notre site (moyennant un identifiant et un mot de passe).

Edwige représentant le comité Berry a bien exprimé les problèmes de représentativité des comités locaux. Il ressort aussi de l'avis de toutes les commissions le besoin d'intégrer plus de jeunes pour insuffler un sang neuf, éventuellement une nouvelle approche de la Commune,

mais toujours en rapport avec nos idéaux, nos activités.

À midi l'ensemble des participants a repris des forces autour d'un buffet. Nous en avons bien besoin car la journée n'était pas encore terminée. Elle reprenait avec la présentation des modifications susceptibles d'être apportées à notre règlement interne, à savoir apporter des précisions quant au rapport entre notre association et le monde politique : pas de prosélytisme, respect des convictions de chacun et suppression d'un article sur « les comités locaux non associatifs ».

Cette journée d'études s'est achevée sur le devenir du Secrétariat général. Françoise Bazire quitte en effet ce poste après 13 ans de travail, une tâche qu'elle va céder à ses successeurs après l'AG du 16 mars prochain. Les débats ont porté sur l'organisation de ce secrétariat qui pourrait être composé de deux personnes : Catherine Burelli et Jean-Louis Guglielmi.

JEAN-LOUIS GUGLIELMI

ACCUEIL DES NOUVEAUX ADHÉRENTS

Le 27 janvier, une vingtaine d'Amies et Amis nouvellement adhérents à notre association ont participé à un après-midi de rencontres et de débats dans la salle Varlin aimablement prêtée par la CGT livre dans le 13^e arrondissement.

La réunion a commencé avec une présentation par Muriel Vayssade de notre association, son histoire depuis son origine et de ses activités qui ont pour but de faire connaître l'œuvre et les idéaux de la Commune de Paris 1871.

Ce fut un moment très enrichissant pour

toutes et tous avec l'intervention des responsables de commission qui ont présenté leurs travaux.

Certains ont profité de cette rencontre pour acquérir des brochures éditées par l'association et des livres traitant de l'histoire de la Commune. En tout cas, tous sont repartis avec le livret d'accueil 2024 (merci à Marianne et Christine). Beaucoup nous ont expliqué dans quelles circonstances, ils ont décidé de rejoindre notre association. Ils ont fait le lien entre les idéaux des communardes et des communards et les luttes d'aujourd'hui pour la démocratie et le progrès social.

L'après-midi s'est achevé autour d'un buffet communard très convivial. Merci à tous les membres de notre association pour leur aide efficace lors de cette journée.

➤ **JOËL RAGONNEAU**

PETITES NOUVELLES DE DIEPPE

Le début de l'année 2024 a été bien convivial : L'Assemblée générale du 27 Janvier a montré encore une fois

l'implication des membres dans les décisions et les réalisations.

- Puis, le 3 février 2024, dans les salons de l'Hôtel de Ville, s'est déroulée une cérémonie d'hommages rendus par la municipalité à plusieurs bénévoles engagés dans des associations.

Pour notre comité, c'est tout naturellement notre amie Annick Decamps qui a été honorée.

En effet, adhérente dès les premiers jours du comité en 1996, impliquée avec son mari Guy et plusieurs de leurs enfants dans la création et la vie de notre chorale, active dans le bureau avec la charge de la trésorerie depuis plusieurs années, Annick est une amie précieuse, symbole d'engagement, de fidélité, de l'esprit de camaraderie, de la force et de la bienveillance. Merci Annick.

Merci aussi à Françoise Bazire, présence fidèle dans nos AG, pour nos animations, secrétaire infatigable jusqu'au bout de son mandat, et conférencière encore une fois, pour nous parler des femmes de la Commune le 15 mars avant le spectacle du 16 sur Louise Michel, créé par plus de 45 élèves d'une classe à horaires aménagés du collège Simone Veil de Bourg-Achard.

La Commune est toujours vivante !

➤ **NELLY BAULT**



UN 18 MARS 2024 SUR LES TRACES DE LA PRESSE PENDANT LA COMMUNE

En accord avec le thème choisi pour l'année 2024 : « La liberté de la presse », notre traditionnel parcours du 18 mars se déroule dans le quartier historique de la presse dans le 2^e arrondissement.

Après les diverses censures, il ne reste plus, à la veille du 18 mars, qu'une trentaine de journaux, tous monarchistes ou républicains de l'ordre, sauf deux : *La Vérité*, proche de Gambetta et *Le Rappel*, proche de Victor Hugo.

Le 18 mars 1871 libère la parole et voit fleurir une multitude de journaux, notre parcours va en saluer les principaux.

Rue du Coq Héron, Sylvie Pépino rend hommage à André Léo, grande journaliste féministe de la Commune et à son adresse « Aux travailleurs des campagnes » qui tentait de rapprocher le monde paysan et le monde ouvrier.

Puis Nathalie Girard salue Jules Vallès au 9 rue Aboukir, là où se situait la rédaction du *Cri du peuple*, un des journaux les plus lus sous la Commune. Elle nous y lit un extrait du premier numéro paru après le 18 mars 1871.

Dominique Pradalié, présidente de la Fédération Internationale des Journalistes nous accueille place Ghislaine Dupont – Claude Verlon - Camille Lepage pour nous rappeler le combat des journalistes d'aujourd'hui pour la liberté de la presse.

Le 123 rue Montmartre accueillait le siège de 4 journaux réactionnaires. Une occasion pour Marc Ternant de nous faire revivre les diatribes de ces derniers contre les idéaux de la Commune et d'aborder la question controversée de l'interdiction de ces journaux.



Notre parcours nous fait croiser le Café du Croissant où Jean Jaurès fut assassiné le 21 juillet 1914. C'est l'occasion pour Marc Lagana de rappeler l'engagement de Jaurès dans « *le souvenir fidèle et ému de la révolution de mars 1871* ».

Au 16 rue du Croissant, Patrick Delvert nous rappelle ce que fut *Le Père Duchêne*, le journal le plus lu de la Commune, avec son ton très vif, très révolutionnaire et populaire. *Le Père Duchêne* s'oppose aux interdictions et réclame « *la liberté à tous, surtout à nos ennemis* ». Position similaire à celui du journal d'André Léo : *La Sociale*, également imprimé rue du Croissant.

A proximité du 14 rue des Jeûneurs, Caroline Viau nous présente l'association ouvrière de production : L'Imprimerie Nouvelle, où de nombreux journaux communards furent imprimés. Ce fut l'une des tentatives de démontrer « l'inutilité du patronat ».

Au 29 rue du Sentier nous retrouvons la mosaïque consacrée à Eugène Pottier posée par l'artiste Morèje en octobre 2016. Très fortement dégradée, Morèje l'a entièrement reconstruite dans la nuit précédant

notre parcours. Dépêchez-vous d'aller l'admirer avant qu'elle ne soit à nouveau détruite.

Après un passage sur le boulevard Poissonnière nous terminons devant le 10 rue du faubourg Montmartre, qui abritait plusieurs rédactions de journaux communards, où Françoise Bazire conclut en nous rappelant ce que fut le rôle de la presse communarde dans la mobilisation popu-

laire et l'exercice d'une véritable démocratie.

Une vibrante *Internationale* conclut notre hommage à la presse communarde.

✚ **JEAN-PIERRE THEURIER**

Une vidéo de notre parcours est visible sur notre chaîne Youtube, à laquelle vous pouvez accéder par notre site internet www.commune1871.org



LE COLLOQUE EN BERRY 2024

Cette année, après la première journée, le samedi 23 mars, de notre colloque au Centre des Congrès « Champs Elysées » d'Issoudun, la seconde journée se tiendra le samedi 25 mai à Bourges. Elle aura lieu aux Archives Départementales du Cher (rue Jean Marie Heurtault de Lamerville, 18000 Bourges).

Rappelons que notre colloque, préparé notamment lors de notre réunion de bureau à l'espace Marie Mercier d'Issoudun, s'intitule *Nouvelles approches historiques de la Commune de Paris-1871*. Il est placé sous la présidence d'honneur respectivement de Claudine Cerf et de Jean-Louis Robert, les responsables du comité en assurant l'animation. Le programme de Bourges 2024 n'est pas moins exceptionnel que celui d'Issoudun :

- 9 h 15/9 h 45 - collation matinale
- 10 h 00 - Jean-François Dupeyron : *L'école de la Commune*
- 11 h 00 - Anouk Colombani : *Le sens et le concept du travail sous la Commune*
- 12 h 00 - Vin d'honneur et déjeuner
- 14 h 15 - Thomas Golsenne : *La Fédération des*

artistes et le Luxe communal

15 h 15 - Masai Mejjaz : *Formes de communication intra-muros et extra-muros du Paris de la Commune 1871*

16 h 15 - Anne Simonin, *La non-amnistie de la Commune*

17 h 15 - *Regards locaux* par le Comité du Berry des amies et amis de La Commune

17 h 55 - Clôture du colloque

18 h 30-19 h 30 Soirée festive avec le Cabaret communard : des lectures avec Marie-Annick Bourguignon, Jean-Marie Favière, Jean-Pierre Gilbert et Michel Pinglaut puis Chansons originales sur la Commune par *Le Luxe Communal Duo*.

19 h 30 - Dîner participatif.

Chaque intervention sera suivie des questions du public. L'entrée est libre avec possibilité de s'inscrire au repas du midi en contactant le comité du Berry. Nous espérons la présence de beaucoup d'Ami.e.s.

Toutes les infos sur notre blog Vaillantitude.

✚ **JEAN ANNEQUIN** ✚ **MICHEL PINGLAUT,**
✚ **JEAN-MARIE FAVIÈRE**

L'idée Commune au présent

Notre association insiste dans ses éditos avec juste raison sur l'actualité et la modernité de la Commune. Pour justifier cette vision, il est nécessaire maintenant d'en décliner les nouvelles formes, toutes porteuses de cette société nouvelle revendiquée par les communards d'hier et d'aujourd'hui. En voici une des plus pertinentes.

L'EXPÉRIENCE DÉMOCRATIQUE DU ROJAVA PREMIÈRE PARTIE

Communes de villages, communes de femmes, communes ethniques, communes agricoles, communes économiques, mais aussi conseils de quartiers, conseils de femmes, comités populaires : autant de modèles de démocratie directe qui régissent l'auto-administration du Rojava, ou Kurdistan syrien, depuis une douzaine d'années, dans un système de confédéralisme démocratique tout à fait adapté à un espace bien particulier. Cette expérience s'est construite et résiste dans un contexte de guerre ou de pression quasi permanente depuis 2011 face aux états autoritaires de Turquie et Syrie qui entendent y mettre fin.

Une oasis démocratique au Moyen-Orient.

Durant le printemps arabe de 2011, le pouvoir syrien a dû abandonner le nord du pays pour préserver son régime autour de sa capitale Damas. Ce territoire est un des espaces occupés par le peuple kurde dont l'éparpillement s'étale sur trois autres pays (Turquie, Irak, Iran) depuis des siècles. Les kurdes du Rojava profitèrent de la situation pour très vite devenir une province autonome à démocratie inédite se confédérant en trois cantons autonomes, Afrin, Kobané, Ciziré avec une particu-

larité : la coexistence pacifiste de plusieurs ethnies et religions (musulmane, chrétienne, yézidi) avec des droits égaux dans un Moyen-Orient de tradition patriarcale à fort poids religieux.

La Commune de Paris, référence pour l'origine du projet. Ce projet a été initié par le chef du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) Abdullah Ocalan qui fait évoluer sa pensée entre 1994 et 2010 : d'une première idée d'État-nation kurde rejetée par le constat que tout État est oppresseur au principe de confédéralisme démocratique de la Syrie du Nord en 2011. Ce nouveau paradigme a pris forme grâce au lien établi par Ocalan, emprisonné depuis 1999, avec le philosophe anarchiste américain, Murray Bookchin : celui-ci est le concepteur du municipalisme libertaire basé sur le modèle de démocratie communale de la Commune de Paris et de l'écologie sociale qui sous-tend la nouvelle société avec le rôle prioritaire de l'éducation populaire.

La commune en tant qu'entité sociale. Une particularité marquante est à souligner : si la structure des échelons administratifs de la fédération comporte des conseils municipaux élus, ils



1



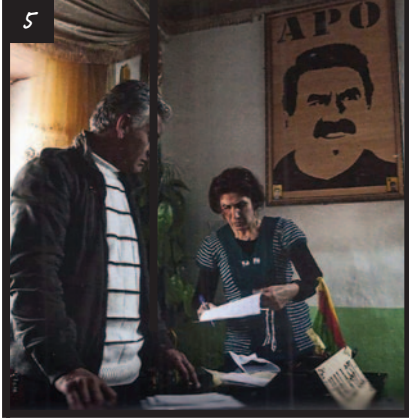
2



3



4



5

- 1 : Conseil de Commune
- 2 : Cours mixte de kurde
- 3 : Danse collective
- 4 : La révolution par les Arts
- 5 : À la Maison du Peuple

ont peu de pouvoir. Ce sont les communes, sous des formes multiples, plus petites unités de la société et vraies entités sociales, qui représentent le mouvement populaire porté par la plate-forme des organisations civiles (TEV-DEM) : c'est donc un pouvoir parallèle officialisé, rédacteur d'une charte fortement imprégnée de participation populaire. Les compétences de ces communes qui siègent à la Maison du Peuple sont au nombre de six : autonomie, politique, idéologique, sociale, économique, d'autodéfense. Les questions sont locales ou de niveau supérieur.

La déclinaison des types de communes et de conseils attenants est immense : tout groupe, quel que soit son fondement, peut se constituer et se fédérer afin de faire vivre la démocratie directe.

Une expérience démocratique en danger : la situation fin 2023. La situation de guerre et de menace permanente (trois invasions turques consécutives depuis 2016 avec amputation de territoires) ainsi que les nouveaux espaces récupérés ont provoqué une nouvelle donne : l'administration autonome de Syrie du nord et de l'est installée a tendance à prendre le pas sur les structures démocratiques existantes à la base : une sorte d'étatisation apparaît tandis que le mouvement populaire est un peu plus en retrait.

Et surtout, début octobre, la Turquie ripostant à un attentat-suicide à Ankara revendiqué par le PKK a déclenché des vagues d'arrestations. Prenant prétexte que les responsables auraient pénétré en Turquie par le nord-est syrien, la Turquie a mené une première phase de guerre massive fragilisant davantage la continuité du projet démocratique du Kurdistan syrien.

La grande force du Rojava reste l'énergie de toutes les populations réunies kurde, chrétienne, arabe, yézidi à défendre un projet partagé de coexistence pacifiste avec une solidarité sans faille.

■ JEAN ANNEQUIN

Sources principales : *La révolution à venir*, Murray Bookchin, Éditions Agone, 2022. *La Commune du Rojava*, Collectif, Éditions Syllepse, 2017. *Un autre futur Kurdistan*, Pierre Bance, Éditions Noir Rouge, 2017. *Kurdistan Autogestion Révolution*, Éditions Alternative libertaire, 2018. *La fascinante démocratie du Rojava*, Pierre Bance, Éditions Noir Rouge, 2020. *La démocratie sous les bombes*, Collectif, Éditions le Bord de l'Eau, 2022. Revue *Manière de voir - le combat kurde*, articles du *Monde Diplomatique*, 2020. *Revue des Études kurdes*, 2022-2023

**« A quoi bon prêcher ?
Il faut agir, le monde ne va pas
ainsi qu'il devrait aller »¹**



La Commune (Louise sur les barricades)
huile sur toile, 1885

LE CENTENAIRE DE THÉOPHILE ALEXANDRE STEINLEN AU MUSÉE MONTMARTRE

Jusqu'au 11 février 2024, se tenait l'exposition de Steinlen au musée de Montmartre, c'était l'occasion de découvrir l'œuvre prolifique de ce peintre et illustrateur de presse, grand amateur de chats qu'il aimait peindre. Il est en particulier connu pour son affiche du *Chat Noir*, haut lieu des milieux artistiques et anarchistes des années 1890.

Artiste suisse épris de valeurs humanistes d'égalité, de justice et de liberté, il écrivait : « *Tout vient du peuple, tout sort du peuple et nous ne sommes que ses porte-voix...* »

Il s'installe à Montmartre dès son arrivée en France en 1881, et il ne quittera plus « La Butte » jusqu'à sa mort en 1923.

Du fusain en passant par l'huile, le pastel, la sculpture et la gravure, Steinlen met en lumière la condition des pierreuseuses (fusain non daté), des mineurs (huile sur toile 1903), l'absurdité de la guerre (« *La Gloire* » lithographie 1916).

Ses nus d'une grande sensibilité témoignent d'un rapport respectueux et d'avant-garde avec ses modèles, il pose un regard tendre sur Masseida, modèle noire qui devient sa compagne après la mort de sa femme, loin de la pensée colonialiste de l'époque.

Une pièce maîtresse de l'exposition, magnifique hommage à la Commune de Paris, s'ap-

pelle sobrement « *La Commune* ». Sa beauté et la modernité de son graphisme prennent une dimension universelle, plus que jamais d'actualité, elle montre une femme mortellement blessée, plantant le drapeau rouge, malgré la tache de sang sur sa chemise.

Son visage exprime-t-il un cri ou bien un chant ? La puissance allégorique de cette toile témoigne de l'engagement politique de ce peintre.

Un grand travail pédagogique a été mené par les commissaires de l'exposition (mettant, par exemple, à disposition une fiche explicative à destination des enfants sur la Commune de Paris ainsi que l'organisation en salles thématiques : les chats, le milieu ouvrier, la Commune, le nu...) particulièrement didactique et complet.

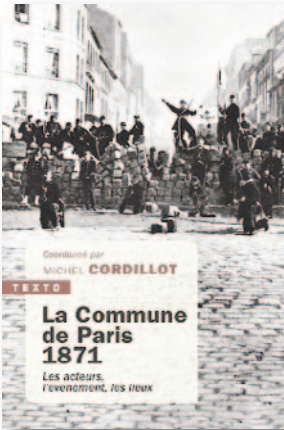
■ AUDREY PAYELLE

Sources : Propos de Théophile Alexandre Steinlen recueillis par A. Brisson « Promenades et visites. M Steinlen, peintre et ami du peuple », *Le Temps*, 23 novembre 1898 ; *Théophile Alexandre Steinlen : pensées autographes*, Catalogue de l'exposition Théophile Alexandre Steinlen 1859 1923, in fine, musée de Montmartre Jardins Renoir



LA COMMUNE DE PARIS 1871, OUVRAGE COORDONNÉ PAR MICHEL CORDILLOT

Après le monumental *La Commune de Paris 1871, les acteurs, l'événement, les faits*, coordonné par Michel Cordillot de 1440 pages, édité en janvier 2021, aux édi-



tions de l'Atelier, une version en format de poche (12x18) est sortie en septembre 2023, aux éditions Tallandier, dans la collection Texto (748 pages).

Une note de lecture de la première édition avait été publiée dans *La Commune*, n°87*.

Cette nouvelle édition est allégée des biographies de plus de 500 communeuses et communeux. En revanche, nous trouvons 116 entrées thématiques, soient 12 de plus que dans la première édition

avec pour certains thèmes, de nouveaux contributeurs.

Ainsi, on y trouve :

Entrée 22) *Aux frontières de la Commune* par M. Mejiaz, sur les différentes frontières qui ont existé autour de Paris insurgé.

31) *Le monde de la boulangerie parisienne* par E. Hudon.

37) *La place accordée à l'éducation des filles* par J-F. Dupeyron.

Cet auteur signe aussi à l'entrée 94) *La légende tricolore*, avec examen de la légalité des actes.

À l'entrée 39) *Le Télégraphe : la difficile création d'un service public civil et militaire* par P-H. Zaidman. Thème aussi choisi par P-H.Zaidman à l'entrée 64) *Les pompiers*.

52) *La Commune : un vent de folie ?* par V. Fau-Vincenti, du musée de Montreuil. Elle rend compte des débats des aliénistes et les effets traumatisants de la Semaine sanglante.

53) *L'ivrognerie de la Commune : une légende intéressée* par M. Léonard.

72) *Dans le(s) Paris de la Commune* par J.Lucchini, qui explique une cartographie parisienne à partir du fond Bretonnière.

87) *Une médiation manquée ? Les congrès des villes républicaines (Bordeaux, Lyon, Moulins)* par I. Ben Slama.

109) *La mémoire de la Commune dans le mouvement socialiste jusqu'à la Grande Guerre*, par G. Candar.

110) *La Commune aujourd'hui* par L. Bantigny.

Déjà, les entrées de la première édition permettaient de mieux connaître les aspects de l'histoire de cette période. Les apports de 2023 complètent avec opportunité de nouvelles connaissances.

✦ MICHEL PINLAUT

* *La Commune de Paris 1871 : Tout sur la Commune de Paris...* ou presque dans *La Commune*, bulletin trimestriel des Amies et Amis de la Commune de Paris-1871, n°87, 2021 trimestre 3, p. 30-31 par Francis Pian

La Commune de Paris 1871, les acteurs, l'événement, les lieux, coordonné par Michel Cordillot, Ed. Tallandier, 2023

DE LA CORRECTIONNELLE À L'ASSAUT DU CIEL « SOYEZ RÉVOLUTIONNAIRES AVEC L'AIT »

La Commune de Paris n'est pas née du néant. Les idées qu'elle porte ont été débattues, défendues pendant la Seconde république, l'Empire autoritaire puis pseudo-libéral dans des cercles sincèrement républicains, socialistes dans toutes les subtilités du terme. Julien Grimaud dans son livre *Association internationale des travailleurs, De la correctionnelle à l'assaut du ciel* paru aux éditions de l'Arbre bleu, nous rappelle, documents à l'appui, l'action de cette fédération de sections, de syndicats, de chambres syndicales

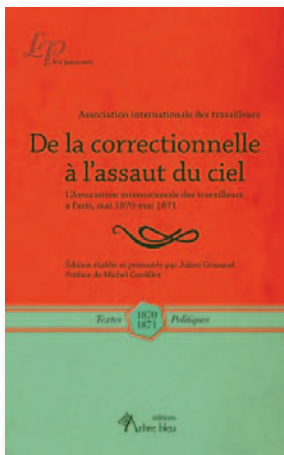
ouvrières, ses initiatives et la répression dont elle fit l'objet. Il se limite à la période mai 1870 à mai 1871, dite de *L'Année terrible* pour reprendre la formule de Victor Hugo.

Dans sa préface, Michel Cordillot insiste sur la nécessité de relire les textes en les présentant dans leur intégralité. A quoi servit-elle, l'AIT ? Julien Grimaud affirme : *Ni celle du grand timonier, ni celle de la mouche du coche. Plutôt celle d'un premier violon, qui, dans le concert de la révolution, non sans contretemps, s'emploie à donner le ton.*

La démarche de son livre : *Après les avoir introduits en contexte, faire la part belle aux appels, aux manifestes, aux discours, aux articles et autres proclamations que les internationaux firent paraître tout au long de cette période. A leurs débats aussi.*

L'AIT défendra la conception de la Commune, organisation de base de la société parisienne (Déclaration de principes, 9 octobre 1870), des *communes libres, autonomes et souveraines*, une formule proudhonienne. Son programme contenu dans le texte *Ce que nous voulons...*, 26 novembre 1870, constituera une assise à celui de la Commune. Et toujours cette antienne *Vive la République universelle, démocratique et sociale.*

Dès que le 18 mars se mobilise le peuple parisien, les internatio-



naux tiennent toute leur place dans les commissions, la Garde nationale, les services publics. Dernier texte retenu par Julien Grimaud, celui de Jules Nostag daté du 15 mai 1871, retenons ces mots : *Agissez sans retard. Soyez révolutionnaires, car seule l'énergie peut amener le triomphe. Et répudiez toute hésitation, toute faiblesse, car alors ce serait la défaite, et vous n'avez pas le droit, entendez-le bien, d'être vaincus. Ni terreur, ni faiblesse : Justice.*

FRANCIS PIAN

Julien Grimaud, *Association internationale des travailleurs, De la correctionnelle à l'assaut du ciel*, Ed. de l'Arbre bleu, 2024

LOUISE MICHEL EN ALGÉRIE

Ce livre est la chronique des conférences de Louise Michel au cours

d'un voyage en Kabylie avec Ernest Girault effectué du 10 octobre au 15 décembre 1904.

Louise Michel a 74 ans, malade depuis le printemps, elle a tenu singulièrement à ces conférences pour honorer la parole donnée à ses amis kabyles exilés et condamnés aux travaux forcés en Nouvelle Calédonie.

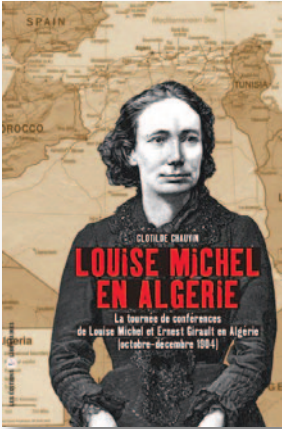
Communards et kabyles se retrouvent au bague de Nouvelle Calédonie, qualifiés par Louise Michel de *forçats de la faim*. Les déportés communards côtoient et fréquentent les insurgés indigènes transportés. Louise s'intéresse aux kanak et à la culture kabyle au point d'élaborer un petit dictionnaire français-kabyle de quelques mots, publié dans son livre *Légendes et chants de gestes canaques*.

Elle écrit dans ses mémoires : *« J'appris le kabyle et je pris cause avec les déportés algériens. Ils me racontèrent leur pays, leurs coutumes, leurs légendes. »*

Il faudra attendre sept ans pour que l'administration reconnaisse l'illégalité de la situation des indigènes kabyles, qui auraient dû être amnistiés en même temps que les communards en 1880.

Le livre de Clotilde Chauvin vient lever le voile sur cette histoire et période méconnue de la fin de sa vie.

Louise Michel fait salle comble avec Ernest Girault dans toutes leurs apparitions pour des débats contra-



dictoires rapportés dans les journaux de l'époque (*La libre pensée, Le petit kabyle, L'akhbar...*).

Elle va à Alger, Blida, Menerville, les Issers, Tizi Ouzou, Sétif, Constantine et Mascara.

Les thèmes des conférences varient selon les lieux et portent sur les valeurs républicaines universelles laïques, l'éducation, la liberté et la révolution sociale. Citons quelques sujets :

La Loi, Jésus ou la Révolution ?

Armée, église et propriété

Le communisme et l'anarchie

La nouvelle Internationale

Accueillie partout avec enthousiasme, elle est surnommée à Tizi Ouzou : « la grand-mère du peuple », celle qui n'avait qu'une parole. Elle dénonçait la misère, l'idéologie coloniale, la politique répressive et ethnique.

Louise décède à Marseille le 9 janvier 1905 d'une congestion pulmo-

naire à l'hôtel de l'Oasis.

Par son parcours, sa critique de l'opulence et de la misère, par son langage puissant, universaliste, Louise Michel nous remet dans une espérance visionnaire et poétique, toujours actuelle.

✚ AKLI DELGI

Clotilde Chauvin, *Louise Michel en Algérie*, Editions libertaires, 2007

LES INCONNUS DE LA COMMUNE. QUI SONT CES PARI- SIENNES ET PARISIENS QUI VOULURENT « LA LIBERTÉ SANS RIVAGE » ?

Un livre, un grand et beau livre par ses dimensions qui permettent des illustrations sur double page. Un grand livre par son contenu et son titre, *1871 Les inconnus de la Commune*, édité par l'association des Amies et des Amis de la Commune de Paris 1871. En couverture, une place, une barricade en construction par des femmes au foulard rouge, des hommes en blouse bleue, gardée par des soldats de la Garde nationale. Il s'agit de la place Blanche peinte par Arnaud-Durbec. Oui, on dépave, le peuple de Paris se prépare à la bataille, entend mourir dans la dignité et défendre les avancées de cette même Commune, « la liberté sans rivage » selon la formule de Jules Vallès. Regardez

cette barricade, elle est parmi les dernières à caractère révolutionnaire de ce 19^e siècle.

Le choix des auteurs de l'ouvrage porte sur des noms peu ou pas connus. « La plupart de ces communard.e.s sont tombé.e.s dans l'oubli. Les élus sont connus par leurs actions, leurs interventions consignées dans le *Journal officiel*. Mais pour beaucoup de communard.e.s, nous ne connaissons que leur condamnation et quelquefois seulement une photo indiquant leur nom et parfois un commentaire, « incendiaire » par exemple. Pourquoi en parler en ce moment et pas le 18 mars en souvenir de la tentative de prise des canons par les versaillais à Montmartre ou le 26 mars, jour des élections de la Commune de Paris ? Tout simplement parce que dès janvier 1871, le peuple parisien refuse la défaite et dénonce dans une manifestation les attermolements du gouvernement. Il y aura des coups de feu, le 22 janvier, et des morts sur la place de l'Hôtel de ville. »

Revenons-en au livre. Une très belle iconographie servie par la qualité de la mise en page, des affiches dont l'affiche rouge « Au peuple de Paris », le manuscrit du *Dormeur du val* d'Arthur Rimbaud, des photos comme celle des canons à Montmartre, des tableaux comme *L'Émeute* de Daumier.

« En voici quelques traces... ».

« Il est des moments où celles et ceux que l'on ne voit jamais appa-

raissent au grand jour de la scène publique. C'est le temps des figures nouvelles, des leaders jusqu'alors dans l'ombre. C'est sur-



tout le temps des anonymes, des figures éphémères, de celles et de ceux dont on ne connaît parfois que le nom, sur une fiche de police ou dans un procès-verbal de jugement. En voici quelques traces... » Tel est l'esprit de ce livre. Et vous voyez ces inconnus, David, Varnier, Ferrat, Tisserand et même la photo d'un jeune homme dont on ne connaît pas le nom, une mention « fusillé » lors de la Semaine sanglante. Et d'autres apparaissent Gabriel Ranvier, Gustave Lefrançais proche de Bakounine, Maxime Lisbonne, directeur de théâtre, un personnage. Comme toutes et tous, enflammés par leur idéal. Des ouvriers, des artisans, des

journalistes, des intellectuels. Des professions rares comme Monteur en bronze, le métier de Zéphirin Camélinat nommé directeur de la Monnaie de Paris. Des parcours étonnants.

Vous voyez aussi cette joie de l'élection du 26 mars, c'est le peuple en mouvement. Les différentes sensibilités de la Commune de Paris sont évoquées. Louise Michel ne fait pas l'objet d'une notice mais en a-t-elle besoin ? Plusieurs pages sont consacrées aux Communes de province, celle de Lyon dès septembre 1870 avec la présence de Michel Bakounine, celle de Marseille avec Crémieux, mais aussi Narbonne, Le Creusot. Le 150^e anniversaire de la Commune de Paris a permis de valoriser le rôle des femmes, telles Nathalie Le Mel, Paule Minck, mais aussi celui des étrangères comme Anna Jaclard. Elles s'expriment avec vigueur dans les clubs.

Un peuple en mouvement. Savons-nous que des scientifiques comme Elisée Reclus ou Augustin Avrial s'investirent et poursuivirent les travaux après la répression ? Les artistes se regroupent dans la Fédération des artistes à l'initiative de Courbet, on y retrouve Manet, Dalou, Gill. Il en est de musiciens et de chanteuses lyriques.

Vous apprécierez aussi les réformes engagées en matière d'éducation, d'organisation des services publics avec Jules Andrieu et Francis

Jourde, de respect du droit du travail avec l'intervention des chambres syndicales.

Et puis, le tocsin qui commence à sonner avec l'échec de l'offensive du 3 avril, les assassinats de Duval au Petit-Bicêtre, le Petit-Clamart aujourd'hui, ou de Flourens à Chatou. Le Comité de salut public ne pourra rien enrayer, nous connaissons la suite, la violence sauvage des troupes versaillaises, les jugements iniques, les fusillades à Satory, la déportation, les exilés, l'amnistie.

Nos amies et amis de l'association insistent à raison sur l'actualité de la Commune. Un tableau traduit bien ce mouvement, c'est celui de Steinlen, *La Manifestation* en fin d'ouvrage. Evidemment, la Commune n'est pas morte, l'association et cet ouvrage en sont la démonstration. Rejoignez-la ! **FP**

Pour acquérir l'ouvrage *1871 Les inconnus de la Commune*, il faut s'adresser à l'association des Amies et des Amis de la Commune de Paris 1871, Adresse : 46 Rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris, téléphone : 01 45 81 60 54, site : amis@commune1871.org

LOUISE MICHEL, JE SUIS TOUT EN ORAGE

Dans la biographie qu'elle consacre à Louise Michel, Carole Trébor accorde une large place à la jeunesse de l'héroïne nationale, toujours adorée ou rejetée.

Entre les quelque cinquante œuvres romanesques, poétiques ou politiques que la révolutionnaire anarchiste et libre écrivit elle-même, ou les innombrables biographies qui lui ont été consacrées, sans compter les milliers d'articles, films, pièces de théâtre à travers le monde, comment réinventer l'écriture autour de ce mythe national que fut Louise Michel, cette Velléda ou prophétesse de l'anarchie, selon l'historienne Edith Thomas. Carole Trébor a relevé le défi, en nous entraînant d'abord dans sa propre quête face à ce monument de l'histoire universelle. Par quel bout la prendre, se demande-t-elle en préambule ? *J'ai donc rencontré Louise Michel dans le ventre de sa mère. Et tout a commencé*, nous confie l'autrice.

Il en résulte une œuvre romanesque, chronologique, où l'écrivaine du XXI^e siècle se glisse avec succès dans cette femme libre du XIX^e, se jouant des codes entre prose et vers...

Le titre est justement emprunté à l'un d'un des poèmes de Louise Michel :

Mère, pourquoi frémir quand je te dis mon rêve ?

Le pêcheur endormi voit en songe la grève ;

Moi, je vois je ne sais quel mirage lointain

Qui se mêle à l'aurore, à la nuit, au matin.

Je suis toute en orage, et rien ne m'inquiète. (.../...)

Ces lignes ont été écrites au château de Vroncourt-la-Côte, en 1867, Louise avait alors 27 ans. Parce que oui, la future communarde est née dans un château, au bord de la Meuse et à la lisière des Vosges.

Dans la première moitié du XX^e siècle, l'écrivain André Gide fit l'éloge des bâtards. Dans *Les faux monnayeurs*, l'un de ses héros lance : *Ne pas savoir qui est son père, c'est ça qui guérit de la peur de lui ressembler*. Cet état d'entre-deux-mondes donnait force et audace, et pas seulement aux hommes. Ainsi de Louise Michel et d'Olympe de Gouges, sa prédécesseure en révolution et féminisme. Fille d'une servante, Louise aurait pu être une bâtarde rejetée, avec sa mère, par la famille paternelle, en un cliché mille fois reproduits. Mais Etienne et Charlotte Demahis n'étaient pas des châtelains ordinaires, ils étaient républicains, audacieux, et même féministes sans s'en vanter. Louise pris sa place parmi eux, et quelle place ! De cette massive et austère demeure s'élança ce destin de révolutionnaire, féministe, célibataire, enseignante, pédagogue innovante, écrivain, poétesse, avant-gardiste anticoloniale et même protectrice des animaux... C'est cette éducation, entre rudesse et fulgurances, tournée vers un avenir meilleur que Carole

Trébor s'attache en particulier à retracer.

L'autrice a choisi d'arrêter son récit au départ de Louise Michel en Nouvelle Calédonie où elle fut déportée après la Commune de 1871.

Et c'est en annexe qu'elle évoque sa prise de conscience, si rare alors, du fait colonial, ou son compagnonnage avec le journaliste anarchiste Henri Rochefort. Devenu un antisémite affirmé lors de l'affaire Dreyfus, elle ne le renia jamais.

■ SYLVIE BRAIBANT

Louise Michel - *Je suis tout en orage*, Carole Trébor, Albin Michel, 2023

NOTE D'ÉCOUTE (CD) LUXE COMMUNAL DUO

Le CD du *Luxe Communal duo*, en 12 titres inouïs (au sens premier du mot), mémorise les créations musicales de Sylvain Neveu, chantées par Caroline Maigne-Neveu. Ce sont des chansons originales. Le *Luxe Communal duo* nous plonge dans des instants notoires, mais aussi méconnus, des femmes et des hommes de la Commune. Les textes et thèmes sont variés. Un livret inclus dans la pochette nous éclaire sur le contenu des paroles, avec parfois, un complément sur la musique. À l'écoute, excellent équilibre musique et voix du CD. Commençons par le dynamisme

d'Un p'tit tour de Paris : « l'idée » est lancée, qui va motiver les expressions riches d'utopie.

Pour *Le 28 mai*, poème de Jules Vallès, l'ambiance change. Nous passons d'une ambiance populaire



chaleureuse à des temps dramatiques pour revenir à des clin d'œil spirituels. *L'essence des pétroleuses* est un hommage à Eulalie Papavoine, accusée iniquement pour trois mouchoirs volés et victime du mythe bourgeois. Qui aurait imaginé une chanson pour Eulalie ? Le *Luxe Communal* l'a fait.

Louise, Théo et les œillets rouges nous fait pénétrer les textes de Louise Michel et Théophile Ferré en septembre 1871. Moment théâtral chanté.

La Commune et les chats de gouttière prend le parti des chats. Prétexte salivant.

Pour le bicentenaire d'André Léo, nous goûtons l'échange épistolaire entre Louis Rossel et notre

écrivaine militante. Spirituel ce *André Léo*.

Un texte de Louise, sur une musique de Frantz Liszt et un poème de Pottier constituent l'ossature de *Saint-Lazare, déjà !* avec un clin d'œil à Paule Mink.

Nous retrouvons Paule Mink, journaliste censurée pour *Les mouches et les araignées*, en 1869. Chanson de tempérament. Le montage de chansons est axé sur le rythme du spectacle plutôt que sur la chronologie.

Une anecdote adaptée d'un récit de *Paris intime en révolution, 1871* de Paul Ginisty nous permet d'écouter l'épopée de La Pépette et du grand Louis.

Partageons *la colère de Louise Michel*, lors de la condamnation d'Auguste Vaillant, l'anar, en 1893. Ce sera *La nuit de la mort de Vaillant*.

Allons jusqu'à Paul Eluard avec *Liberté, j'écris ton nom*, pour, dans une ambiance jazz, montrer que les idées de la Commune persistent.

Le CD se termine par un cours chanté d'économie politique de 1881. *La rumba de Pottier* du *Luxe Communal duo* de 2024 est en complicité avec le « laissez-faire, laissez-passer » d'Eugène Pottier.

Ces chansons vous pourrez les retrouver, les goûter, pour notre fête de la Commune, fin septembre à la Butte-aux-cailles, à Paris.



Édito : Montée au Mur des Fédérés 2024	· 02
Mémoire de la Commune dans le monde	· 03
Histoire	
La presse sous la Commune	· 04
André Léo, libertaire réaliste (II)	· 08
Benjamin Flotte, un communard négociateur	· 11
Gustave Lefrançais et Georges Bizet, une belle histoire	· 14
Un inconnu de la Commune, Léon David Brès	· 16
Notre association	
La journée d'études du 3 février 2024	· 18
Accueil des nouveaux adhérents	· 18
Petites nouvelles de Dieppe	· 19
Un 18 mars sur les traces de la presse pendant la Commune	· 20
Le colloque en Berry 2024	· 21
Actualité	
L'idée Commune au présent : l'expérience du Rojava (I)	· 22
Culture	
Le centenaire de Steinlen au musée Montmartre	· 24
Lectures	
<i>La Commune de Paris 1871</i> , ouvrage coordonné par M.Cordillot	· 26
<i>De la correctionnelle à l'assaut du ciel</i>	· 26
<i>Louise Michel en Algérie</i>	· 27
<i>Les inconnus de la Commune</i>	· 28
<i>Louise Michel - Je suis tout en orage</i>	· 29
Note d'écoute : Le CD de <i>Luxe Communal Duo</i>	· 30

Directrice de la publication : Claudine Rey

Ont participé à ce numéro : Jean Annequin, Nelly Bault, Sylvie Braibant, Michel Debruyne, Akli Delci, Eugénie Dubreuil, Jean-Marie Favière, Colette Godest, Jean-Louis Guglielmi, Robert Malclès, Roger Martelli, Audrey Payelle, Francis Pian, Michel Pinglaut, Joël Ragonneau, Jean-Pierre Theurier.

Coordination : Valérie Martineau, Sabine Monnier · **Graphisme et iconographie :** Alain Frappier · **Impression :** Imprimerie Maugein · **ISSN :** 1142 4524

Le prochain bulletin (99) paraîtra en septembre 2024. Faire parvenir vos articles avant le 31 mai 2024.

 LES AMIES ET AMIS DE LA
Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54
courriel : amis@commune1871.org | site internet : commune1871.org

Ouvert du lundi au vendredi de 14 h à 17 h
Bibliothèque ouverte aux adhérents le mercredi et chaque premier samedi du mois de 14 h à 17 h (sur rendez-vous)